

REFORME du STATUT en 2013 **L'état de la situation au 7 décembre 2011**

 [English version](#)

Chers Collègues,

Votre participation active ou bien votre soutien aux pétitions a permis au Front Commun Interinstitutionnel constitué par toutes les forces syndicales unies de défendre en négociation le "Cahier de revendications" adopté en Assemblée générale.

Votre mobilisation et votre vigilance constante ont été déterminantes pour imposer la reprise du dialogue social que la Commission voulait écarter.

La poursuite en votre nom de la négociation doit permettre de continuer à limiter encore les dégâts que cette réforme dans sa version initiale, allait produire sur la Fonction publique européenne dans son ensemble et pour vos droits individuels.

Voici maintenant des informations détaillées pour vous éclairer sur l'état actuel de la négociation et les étapes à venir:

Ce qui a été obtenu par la négociation du 7 septembre au 16 novembre 2011

Le texte de modification du Statut, préparé durant des mois en catimini et révélé seulement fin juin dernier, n'est en discussion avec les OSP que depuis le 7 septembre.

Organisées en front commun interinstitutionnel, toutes les OSP s'opposant notamment à toutes les mesures structurelles qui ont pour effet d'affaiblir durablement la fonction publique européenne ont développé un cahier de revendications alternatif faisant des contre-propositions crédibles dont l'effet budgétaire est équivalent à celui du projet «Šefčovič».

Réuni en Assemblée Générale le 9 novembre, le personnel a adopté unanimement une résolution soutenant la démarche du Front commun et demandant de négocier sur la base du cahier de revendications.

Ainsi, certaines de ces revendications portées par le Front Commun sont actuellement reprises dans la proposition remaniée:

- Abandon de la suppression de 7500 fonctionnaires AST et de la précarisation de ces postes; maintien des secrétaires comme fonctionnaires;

- Extension de la durée possible de contrat des agents contractuels et possibilités pour ces collègues d'accéder à la fonction publique par concours internes;
- Mesures en faveur des collègues recrutés après 2004;
- Validité portée à 10 ans et application automatique de la Méthode pour l'ajustement salarial annuel;
- Maintien du parallélisme du traitement des actifs et des pensionnés.

Toutefois, ces quelques résultats positifs de la négociation sont encore insuffisants et fragiles. Les salaires de recrutement de fonctionnaires secrétaires sont trop bas, les perspectives de carrières des AST et AD sont menacées de blocage, les plus bas salaires, ceux des Agent contractuels GF I et II ne sont pas compensés pour l'augmentation du temps de travail hebdomadaire...

Le résultat d'ensemble demeure déséquilibré et surtout injuste pour certaines catégories de personnel.

Le compte n'y est donc pas et le Vice-président Šefčovič qui est resté sourd à nos efforts de compromis a volontairement brisé le dialogue par une attitude intransigeante lors de la réunion de conciliation du 16 novembre.

Ce revirement soudain a été interprété comme une marque de faiblesse du Vice-président, voire du Collège, face aux injonctions du Conseil.

En effet, la veille de la conciliation, le 15 novembre, douze Etats membres ont souscrit à un texte ([ci-annexé](#)) - ([EN](#)) qui renferme des menaces suffisamment graves pour que le personnel de toutes les Institutions puisse légitimement attendre du Collège un engagement clair à défendre leur avenir.

Ces Etats membres, rejoints maintenant par de nombreux autres envisagent de supprimer la prime d'expatriation, d'augmenter les contributions, de raboter les pensions et les allocations, de limiter encore plus les carrières et les promotions...

Conscientes des contraintes politiques qui amènent la Commission à conclure un paquet d'ici la fin de l'année mais sans céder à la précipitation, les OSP du Front commun ont donc demandé au Collège la prolongation de la négociation afin de finaliser dans la dignité et le sérieux l'examen de nos contre-propositions et amendements.

La mobilisation du personnel lors de l'Assemblée générale du 22 novembre a permis de rouvrir le dialogue !

Ce qui est en discussion depuis le 23 novembre

Réouvertes dès le lendemain de l'Assemblée générale, les négociations ont pour objectifs d'obtenir :

- l'engagement du Collège que les organisations syndicales seront associées sur la substance et dans les temps appropriés lors des phases ultérieures de la négociation avec le

Parlement européen et le Conseil ; et que la Commission n'acceptera pas de voir sa proposition de réforme aggravée par le Conseil;

- L'ouverture début 2012 d'un dialogue social concernant la mise en œuvre d'une politique active de développement et d'accompagnement des carrières des fonctionnaires;
- le relèvement du salaire minimum et l'introduction d'un grade supplémentaire pour les Agents contractuels Groupes de fonction I / II et la revalorisation de l'expérience professionnelle au recrutement pour le GFI;
- l'amélioration de la grille salariale et des taux de promotion pour les fonctionnaires secrétaires;
- des efforts en faveur des AST en fin de carrière;
- des concours internes et un taux de certification à 25 % pour les AST;
- des pénalités réduites les 3 dernières années en cas de retraite anticipée.

D'ici fin 2011: Enjeux et objectifs

La Commission s'apprête à adopter le 13 ou 14 décembre 2011 le texte définitif de sa proposition de réforme du Statut qui sera alors transmise au PE et au Conseil. Ensuite commencera la phase la plus périlleuse de la réforme : la codécision sous présidence danoise au premier semestre 2012.

La phase de négociation avec la Commission est donc en passe de s'achever avec les dernières consultations des syndicats, du Comité central du personnel et du Comité du statut. Ceux-ci chercheront à **apporter quelques dernières améliorations à un paquet de propositions statutaires qui ne leur convient néanmoins pas**: réduction des effectifs, retour aux 40 heures hebdomadaires, recul de l'âge de pension....

Au même moment et conformément à la Méthode actuelle, toujours en vigueur jusqu'à fin 2012, le Conseil est invité par la Commission à adopter l'adaptation annuelle de nos salaires (+1.7%) et l'ajustement de notre cotisation au régime de pension (taux ramené de 11.6 % à 11.0 %).

Durant cette période critique, il faut maintenir la pression pour assurer l'aboutissement dans les meilleures conditions de ces décisions.

A cet effet, les organisations syndicales demandent la prolongation du préavis de grève à titre conservatoire pour la période du 8 au 22 décembre 2011.

A compter de 2012

Toutes les OSP de toutes les Institutions qui se sont activement impliquées dans la négociation avec la Commission en 2011 vont poursuivre leur engagement dans la défense d'une fonction publique permanente et indépendante ce qui est leur priorité.

Face aux attaques répétées des Etats membres au Conseil et à leurs objectifs idéologiques extrémistes, le maintien de la mobilisation de l'ensemble du personnel demeure une exigence absolue.

Nous allons identifier rapidement les types d'actions permettant de contrer avec efficacité les menaces, sans pour autant tomber dans le piège tendu par les Etats membres qui tentent de nous opposer aux opinions publiques.

Ces actions de grande ampleur seront certainement indispensables dès le début de 2012 et devront être menées à intervalle régulier sous différentes formes durant tout le premier semestre.

Ce n'est qu'avec le soutien de tout le personnel que vos Organisations syndicales pourront travailler pour améliorer le paquet proposé par la Commission en recherchant le soutien du Parlement et en s'opposant efficacement aux manœuvres destructrices du Conseil.

Au-delà de nos contrepropositions qui concernent la réforme du Statut nous avons également développé une série de mesures complémentaires de nature à réaliser des économies bien plus substantielles et qui permettraient une vraie redynamisation de nos Institutions et de la motivation du personnel. Ces mesures seront proposées lors des négociations au PE et au Conseil.

Consignées dans le texte intitulé "[la vraie Réforme à faire](#)" - (EN) , ces propositions innovantes ont aussi pour objectif d'attirer l'attention médiatique dans nos Etats membres et d'informer les opinions publiques sur notre volonté et capacité à agir en partenaires sociaux responsables et compétents pour le bien commun européen.

REFORM of the Statute in 2013

The state of the situation in December 7, 2011

Dear Colleagues,

Your active participation and your support to the petitions allowed the inter-institutional Common Front consisting of all trade union forces to defend the negotiation of the "List of Union Demands" adopted in the General Assembly.

Your constant support and vigilance has been decisive to impose the resumption of the social dialogue the Commission wanted to cut short.

The negotiation must continue to limit the damage that this reform, in its initial version, would have on the European civil service as a whole and on your own individual rights.

Here is some more detailed information about the current state of the negotiations and what the next steps will be:

What was obtained by the negotiation from September 7 to November 16, 2011

The modified text of the Statute, prepared for months in secret and revealed only last June, is being discussed with the trade unions only since September 7.

Organized in an inter-institutional Common Front, all trade unions have opposed the proposals, including all the structural measures that were permanently undermining the European public service and they have developed a list of credible alternative claims that have an effect on the budget that is equivalent to that of the "Šefčovič" project.

Gathered in a General Assembly on November 9, staff unanimously adopted a resolution supporting the approach of the Common Front and requested a negotiation based on the list of claims.

Some of the claims brought forward by the Common Front are currently being repeated in the revised proposal:

- Opposing the suppression of 7500 AST posts and their replacement by limited duration posts; maintaining secretaries as civil servants;
- Extension of the contract duration of contractual agents and creating the opportunity for those colleagues to access the public service by internal competitions;
- Measures for colleagues recruited after 2004;
- Validity extended to 10 years and automatic application of the method for annual wage adjustment;

- Maintenance of the parallelism in the treatment of assets and pensioners.

However, these few positive results of the negotiation are still insufficient and fragile. The wages of recruiting officials in Secretarial posts are too low, AD and AST career prospects are threatened to get blocked, the lower wages of the contractual agents in FGI and FGII are not compensated for the increase of working time. The result remains unbalanced and especially unfair for certain categories of staff.

The Vice-President, M Šefcovic, in the meantime, remained deaf to our efforts to compromise and voluntarily broke the dialogue with an intransigent attitude during the meeting of conciliation on November 16.

This sudden shift has been interpreted as a sign of weakness of the Vice-President, even of the College, towards the orders of the Council.

Indeed, on the eve of the conciliation, November 15, twelve Member States agreed on a text ([attached](#)) that contains so many threats that the staff should legitimately expect a clear commitment from the College to defend their future.

These member states, now joined by many other states, are considering the suppression of the expatriation premium or to increase the contributions of the pensions and allowances, to limit even more career prospects and the promotions exercise...

Aware of the political constraints that lead the Commission to want to conclude a package by the end of the year but, without giving in to precipitation, the Common Front of the trade unions have therefore asked the College for an extension of the negotiation to finalize, with dignity and seriousness, the review of our amendments and counter-proposals.

The mobilization of staff during the General Assembly on 22 November has reopened the dialogue!

What is under discussion since 23 November

On the day after the General Assembly, the negotiations aim to obtain the following measures:

- the commitment of the College that the trade unions will be substantially associated, with appropriate time, during subsequent phases of the negotiation with the European Parliament and the Council; and that the Commission will not accept to see its proposal for reform undermined by the Council;
- in the beginning of 2012 open social dialogue on the implementation of an active development and support policy dedicated to the careers of officials;
- the increase in the minimum wage and the introduction of an additional rank for contractual agents in function groups I and II and, the adjustment of the professional experience in the recruitment for FGI.
- improving the salary grid and the rate of promotion for secretary officials;

- efforts should be made for AST colleagues who are nearing the end of their careers;
- internal competitions and a rate of 25% for the AST certification;
- reduced penalties for the last 3 years in retirement.

By late 2011: stakes and objectives

The Commission is preparing to adopt by 13 or 14 December 2011 the final text of its proposal for reform of the statute that will be subsequently transmitted to the EP and the Council. Then begins the perilous phase of reform: codecision under Danish Presidency in the first half of 2012.

The negotiation period with the Commission is coming to an end with the last consultations taking place with the trade unions, the central staff committee staff and the committee of the statute. They will seek to **make a few final improvements to a package of statutory proposals that will most likely not be convincing to them**: downsizing, return to the 40 working hours per week, age of retirement.

At the same time and, according to the current method still in force until the end of 2012, the Council is invited by the Commission to adopt the annual adaptation of our wages (+ 1.7%) and adjustment of our contribution to the pension plan (reduced rate of 11.6% to 11.0%). During this critical period, it is important to maintain the pressure if we want to get the best decisions.

To that end unions seek to get the extension of the strike notice for the period from 8 to 22 December 2011.

As of 2012

All trade unions from all institutions that are actively involved in the negotiation with the Commission in 2011 will continue their commitment in the defence of a permanent and independent civil service that is their priority.

Since we are faced by constant attacks by Member States at the Council with extremist ideological objectives, it remains vital to maintain the mobilization of all staff.

We will rapidly identify the types of actions to effectively counter these attacks, without however falling into the trap set by the Member States that attempt to rally public opinion against the European civil service.

These large-scale actions will certainly be needed at the beginning of 2012, and must be conducted at regular intervals in different forms during the first half of the year.

It is only with the support of all the staff that your trade unions can work to improve the package proposed by the Commission, to seek the support of Parliament and in opposing effectively the destructive maneuvers of the Council.

Beyond our counterproposals concerning the reform of the status we have also developed a series of complementary measures to achieve substantial savings that would allow a real

revitalisation of our institutions and the motivation of the staff. These measures will be proposed to the EP and the Council negotiations.

Described in the text entitled "[the real reform to do](#)" these innovative proposals also aim to attract the attention of the media in our Member States and to inform public opinion on our willingness and ability to act with social partners in a responsible and competent way to achieve a greater common good in Europe.